



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.363/2
du 20 novembre 2017

advies 62.363/2
van 20 november 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la rémunération équitable au
profit des artistes-interprètes
ou exécutants et des
producteurs pour l'exécution
publique de phonogrammes ou
la radiodiffusion de
phonogrammes'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de billijke
vergoeding van de uitvoerende
kunstenaars en producenten
voor de openbare uitvoering
van fonogrammen of bij
uitzending van fonogrammen
via de omroep'

Le 26 octobre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté 'royal relatif à la rémunération équitable au profit des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs pour l'exécution publique de phonogrammes ou la radiodiffusion de phonogrammes'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 novembre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 novembre 2017.

*

Op 26 oktober 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de billijke vergoeding van de uitvoerende kunstenaars en producenten voor de openbare uitvoering van fonogrammen of bij uitzending van fonogrammen via de omroep'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 november 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 november 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le projet envisage de manière particulièrement détaillée et diversifiée une série de situations dans lesquelles des phonogrammes sont exécutés de manière publique ou radiodiffusés, en les assortissant de différents tarifs pour assurer la rémunération équitable des artistes-interprètes, des exécutants et des producteurs de ces phonogrammes.

Dans le cadre limité de son contrôle préventif, la section de législation est dans l'impossibilité d'apprécier si, ce faisant, le principe d'égalité et de non-discrimination se trouve respecté pour chacune de ces situations particulières en comparaison avec d'autres, également envisagées par le projet.

Il est rappelé à cet égard que ce principe fait obstacle, sauf justification admissible, aussi bien au traitement identique de situations différentes qu'au traitement différencié de situations comparables.

Ainsi, si l'on se limite à des exemples tirés des articles 31 et 32 du projet, on peut relever que, pour une surface allant jusqu'à 100 m², trois exécutions publiques temporaires de phonogrammes de trois fois 24 heures donneraient lieu à un tarif de (25,17 x 3) 75,51 euros en vertu de l'article 32, soit davantage que les 62,96 euros prévus par l'article 31 pour une exécution publique s'étendant sur un an.

De nombreux exemples de difficultés analogues peuvent être donnés si l'on compare les tableaux des tarifs mentionnés aux articles 31 et 32 : ainsi, pour une surface de 801 à 900 m², l'article 31 prévoit une rémunération de 139,94 euros pour une exécution publique annuelle non temporaire et l'article 32, pour la même surface, un tarif de 170,05 euros pour une seule exécution publique temporaire.

Cette réserve vaut pour l'ensemble du projet.

2.1. Le projet présente de nombreuses discordances entre les versions française et néerlandaise, ainsi que des traductions peu heureuses voire inexactes. À cet égard, les éléments suivants seront notamment relevés à titre strictement exemplatif.

2.2. À l'article 3, 1^o, le mot néerlandais « weergave » serait mieux rendu, en français, par le mot « reproduction ».

2.3. Mieux vaut écrire, au début de l'article 3, 3°, « Jaarlijkse periode : » et « Période annuelle : » (plutôt que « Jaarlijks : » et « Annuelle : »).

2.4. Les versions française et néerlandaise de l'article 3, 5°, ne correspondent pas sur les points suivants :

- les mots « of inrichting » n'ont pas d'équivalent dans la version française ;
- après la mention de l'article 10, le texte néerlandais ajoute « onder 2° of 4° », alors que le texte français ne comporte pas cette précision ;
- après la mention de l'article 11, le texte français ajoute « sous 1° », alors que le texte néerlandais ne comporte pas cette précision.

Il y a lieu de veiller à la concordance des deux versions linguistiques de ce point 5°.

2.5. À l'article 5, 1° :

- les mots « l'offre en location ou en sous-location », figurant dans la version française, sont redondants avec les mots qui précèdent et n'ont pas d'équivalent dans le texte néerlandais ; ils seront omis ;
- les mots « met uitsluiting van de activiteiten die hoofdzakelijk bestaan uit de verkoop of de aanbidding tot verkoop van materiële roerende goederen » seraient mieux rendus, dans le texte français, par les mots « à l'exclusion des activités consistant essentiellement en la vente ou l'offre en vente de biens meubles corporels » ; les mots « à titre principal » seront alors omis dans la version française ;
- à la fin de ce point 1°, les mots « met uitsluiting », figurant avant les mots « van de activiteiten vermeld in andere afdelingen », n'ont pas d'équivalent dans le texte français ; celui-ci sera complété en insérant les mots « à l'exclusion » entre les mots « et plus généralement » et les mots « des activités visées par d'autres sections ».

2.6. À l'article 5, 4° :

- dans la version néerlandaise, on ajoutera le mot « die » avant les mots « de vereiste opleiding heeft gevolgd » ;
- dans la version française, on ajoutera chaque fois le mot « qui » avant les mots « a suivi la formation exigée » et avant les mots « est soumise à un organe disciplinaire ».

2.7. À l'article 6, 1°, les deux versions linguistiques divergent en ce que la version néerlandaise utilise le mot « verhuurder » alors que la version française utilise à cet égard le mot « locataire ». Cette discordance sera éliminée.

2.8. Il serait plus exact de rédiger la version française de l'article 6, 3°, comme suit : « Utilisateur de la salle : la personne physique ou morale à qui une salle polyvalente est louée ou mise à disposition pour y organiser, de quelque manière que ce soit, gratuitement ou contre

rémunération, une activité occasionnelle qui entre dans le champ d'application du présent arrêté ».

2.9. À l'article 7, 1^o, *in fine*, il y a une discordance entre les mots « de gebruikers » et les mots « le ou les utilisateurs ». Les deux versions linguistiques seront harmonisées sur ce point.

2.10. À l'article 9, 5^o, dans le texte français, l'expression « établissement d'éducation » sera remplacée par celle d'« établissement d'enseignement ».

2.11. Le texte néerlandais de l'article 9, 7^o, troisième alinéa devrait être rédigé comme suit : « [...] radio-omroep, ongeacht of rij rechtstreeks door de radio-omroep dan wel onrechtstreeks [la suite comme au projet] ».

2.12. Le texte néerlandais de l'article 10, 2^o, doit être rédigé comme suit : « elke plaats die of elk lokaal dat voor het publiek toegankelijk is en in hoofdraak bestend is voor de activiteit omschreven in punt 1^o, ongeacht de eventuele voorwaarden die gelden voor de toegang tot die plaats of dat lokaal ».

Dans le texte français de la même disposition les mots « ci-dessus » sont omis.

Les mêmes observations valent, *mutatis mutandis*, pour l'article 10, 4^o, alinéa 1^{er}.

2.13. À l'article 13, 1^o, première phrase, le mot « gewoonlijk » figure deux fois dans la version néerlandaise, alors que l'expression « de manière habituelle » ne figure qu'une fois dans la version française. Les deux versions linguistiques seront harmonisées.

2.14. L'article 18, alinéa 1^{er}, serait mieux rédigé comme suit :

« Si une surface doit être déclarée dans les sections suivantes, il s'agit de la surface nette pour laquelle, au 1^{er} janvier de l'année civile, la rémunération équitable est due ».

2.15. À l'article 33, § 1^{er}, dans la deuxième colonne du texte français, l'intitulé « Bedrag van de vergoeding » sera remplacé par son équivalent français.

2.16. À l'article 34, § 2, à la dernière ligne du tableau, le mot « begonnen » figurant dans la version néerlandaise, n'a pas d'équivalent dans la version française. La concordance des deux versions linguistiques sera assurée en écrivant, dans le texte français, « Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m² ».

Une observation analogue vaut pour les tableaux figurant dans la suite du texte qui comprennent une rubrique semblable. Il est renvoyé aux articles 35, § 1^{er}, 36, § 2, 37, § 3, 38, 50 et 52 du projet.

Par ailleurs, dans les tableaux figurant sous les articles 54 et 58 à 61 du projet, l'idée de tranche supplémentaire « entamée » n'apparaît dans aucune des deux versions linguistiques. L'auteur du projet est invité à vérifier si les formulations utilisées dans ces articles correspondent bien à ses intentions.

2.17. À l'article 35, § 2, dans les deux versions linguistiques, les mots, respectivement, « il est précisé qui » et « is er nader bepaald dat » sont inutiles et seront omis.

Si nécessaire, la rédaction de la disposition doit être revue.

Dans le texte français du même paragraphe, plutôt que d'écrire « est susceptible de louer ou mettre à disposition », mieux vaut écrire « loue ou met à disposition ».

2.18. Dans le tableau figurant sous l'article 45, l'intitulé de la colonne « F » est exclusivement rédigé en français. Une version néerlandaise de cet intitulé sera ajoutée.

2.19. Dans l'intitulé français de la section 10 du chapitre 4, figurent les mots « sur les lieux de travail », qui n'ont pas d'équivalent dans la version néerlandaise de cet intitulé. La concordance entre les deux versions linguistiques sera assurée sur ce point.

2.20. À l'article 79, dans la version néerlandaise, les mots « wetens en willens » seront remplacés par le mot « bewust ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Le projet se fonde sur les habilitations prévues par l'article XI.213, alinéas 2, 3 et 6, du Code de droit économique ; ce sont dès lors ces dispositions qu'il convient de viser plus spécialement à l'alinéa 1^{er} ¹, en précisant qu'elles ont été insérées par la loi du 19 avril 2014.

2. Les arrêtés abrogés par l'article 83 doivent faire l'objet d'un visa dans un nouvel alinéa 2 du préambule ².

DISPOSITIF

Article 9

1. La définition de la notion « de radiodiffuseur local » au 4° doit être revue pour tenir compte de ce que certains radiodiffuseurs locaux dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale peuvent être reconnus par l'autorité fédérale.

2. L'auteur du projet doit être en mesure de justifier pourquoi la notion de radio d'école au 5° est limitée à celles exploitées par un « établissement d'éducation (lire : établissement d'enseignement) organisé ou subventionné par une des communautés ou reconnu par elle ».

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27, point b).

² *Ibid.*, recommandations n°s 29 et 30 et formule F 3-3.

Articles 31 et 32

Il résulte de la comparaison des articles 31 et 32 que la première de ces dispositions a pour objet les tarifs applicables pour les points de vente et galeries commerciales et dans les points d'exploitation dans lesquels l'exécution publique de phonogrammes n'est pas temporaire.

On s'interroge dès lors sur la nécessité au même article 31 de prévoir que cette disposition vise également l'« exécution publique temporaire de phonogrammes de maximum 24 heures par an ».

La même question se pose au sujet de la réserve faite dans l'article 32 aux « exécutions publiques temporaires qui sont déjà comprises dans le tarif annuel conformément à l'article 31 ».

Les articles 31 et 32, ainsi que leur articulation, seront clarifiés.

Articles 34 et 35

Les articles 34 et 35 doivent être clarifiés quant à la question de savoir si, en cas d'activités « avec boisson » ou « avec danse », les tarifs sont cumulés ou non et, dans cette dernière hypothèse, quel est le tarif applicable. Cette clarification doit s'opérer dans le respect du principe d'égalité, ce qui pourrait impliquer qu'un seul des deux tarifs sera applicable.

Article 42

Dès lors que « l'étude CIM » dont il est question à l'alinéa 3 est, selon toute vraisemblance, l'étude dont il est question à l'article 9, 8°, du projet, les alinéas 3 et 4 paraissent faire double emploi.

L'alinéa 3 en ce cas doit être omis.

Article 45

L'article 45 manque de clarté quant à la détermination du tarif applicable pour l'hypothèse envisagée, spécialement quant à la manière de déterminer le prix par heure de musique en tenant compte, semble-t-il, de prix de référence, et ce sur la base d'un numérateur sans que le dénominateur soit précisé.

Article 64

L'articulation entre les deux premiers alinéas du paragraphe 2 doit être assurée.

Article 71

À l'alinéa 4, il y a lieu de compléter la règle d'arrondissement, notamment sur la question de savoir si cet arrondissement a lieu vers le haut ou vers le bas et dans quelles hypothèses respectives.

Article 83

Dans l'article 83 du projet, les arrêtés à abroger doivent être énumérés de « 1° » à « 7° », plutôt que précédés chacun d'un tiret³.

OBSERVATIONS FINALES

1. Alors que le projet utilise essentiellement des subdivisions en 1°, 2°, 3°, etc. certains articles sont subdivisés en 1., 2., 3., etc. Tel est le cas des articles 16, 20, 21 et 24 du projet. Il convient d'utiliser dans tout le projet la subdivision en 1°, 2°, 3°, etc.

2.1. Des erreurs sur le plan de la correction de la langue et de la légistique sont signalées ci-après à titre exemplatif.

2.2. À l'article 9, 4°, du projet, dans la version française, il y a lieu d'écrire chaque fois « radiodiffuseur local », et non, comme dans la seconde occurrence de cette expression, « radiodiffuseur locale ».

2.3. Le chapitre 3 est erronément numéroté chapitre 2 dans la version française du projet.

2.4. À l'article 22 :

– le sigle « § 1^{er}. » sera omis, l'article n'étant pas subdivisé en paragraphes ;

– au 2°, dans la version française, les mots « dans le cadre de des activités » seront remplacés par les mots « dans le cadre des activités ».

2.5. La note de bas de page n° 1 figurant à la fin de l'article 41, 4°, de la version néerlandaise, sera omise.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 58 et 59.

2.6. Dans la version française de l'intitulé de la section 5 du chapitre 4, il convient d'écrire « non-locaux » au lieu de « non-locales ».

La même observation vaut pour l'article 43.

2.7. À l'article 73, alinéa 2, dans la version française, les mots « percevra de auprès de l'exploitant » seront remplacés par les mots « percevra auprès de l'exploitant ».

2.8. Le projet sera soigneusement revu pour assurer la correction de la langue et de la légistique.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp behandelt op bijzonder gedetailleerde en gediversifieerde wijze een reeks situaties waarin fonogrammen openbaar worden uitgevoerd of via de omroep uitgezonden, en koppelt er verschillende tarieven aan die moeten zorgen voor een billijke vergoeding van de uitvoerende kunstenaars en de producenten van die fonogrammen.

Binnen het beperkte kader van de preventieve controle die de afdeling Wetgeving uitvoert, kan ze onmogelijk nagaan of daarbij voor elk van die bijzondere situaties het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht genomen is, rekening houdend met andere situaties die ook door het ontwerp in aanmerking worden genomen.

In dat verband wordt eraan herinnerd dat dat beginsel zowel een gelijke behandeling van verschillende situaties als een verschillende behandeling van soortgelijke situaties verhindert, tenzij daarvoor een aanvaardbare reden bestaat.

Wanneer men zich beperkt tot voorbeelden uit de artikelen 31 en 32 van het ontwerp, valt op te merken dat artikel 32 een tarief oplegt van (25,17 x 3) 75,51 euro voor drie tijdelijke openbare uitvoeringen van fonogrammen van driemaal 24 uur op een oppervlakte tot 100 m², wat meer is dan de 62,96 euro waarin artikel 31 voorziet voor een openbare uitvoering gedurende een jaar op eenzelfde oppervlakte.

Uit een vergelijking van de tabellen met de tarieven die in de artikelen 31 en 32 staan, komen veel voorbeelden van dergelijke problemen naar voren: zo voorziet artikel 31 in een vergoeding van 139,94 euro voor een niet-tijdelijke openbare uitvoering op een oppervlakte van 801 tot 900 m², terwijl artikel 32 een tarief van 170,05 euro oplegt voor een enkele tijdelijke openbare uitvoering op eenzelfde oppervlakte.

Dit voorbehoud geldt voor heel het ontwerp.

2.1. Het ontwerp bevat veel discrepanties tussen de Franse en de Nederlandse tekst, alsook ongelukkige en zelfs foute vertalingen. In dat verband wordt, louter als voorbeeld, met name het volgende vermeld.

2.2. In artikel 3, 1°, zou het Nederlandse woord “weergave” in het Frans beter worden weergegeven met “reproduction”.

2.3. In het begin van artikel 3, 3°, schrijf men “Jaarlijkse periode:” en “Période annuelle:” in plaats van “Jaarlijks:” en “Annuelle:”.

2.4. De Nederlandse en de Franse tekst van artikel 3, 5°, stemmen niet overeen op de volgende punten:

- de woorden “of inrichting” blijven onvertaald in de Franse tekst;
- na de vermelding van artikel 10 staat in de Nederlandse tekst “onder 2° of 4°”, terwijl die precisering ontbreekt in de Franse tekst;
- na de vermelding van artikel 11 staat in de Franse tekst “sous 1°”, terwijl die precisering ontbreekt in de Nederlandse tekst.

Er dient te worden gezorgd voor overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van dat punt 5°.

2.5. In artikel 5, 1°:

- overlappen de woorden “l’offre en location ou en sous-location”, die in de Franse tekst voorkomen, de voorgaande woorden en is daarvoor geen equivalent terug te vinden in de Nederlandse tekst; ze moeten worden weggelaten.
- zouden de woorden “met uitsluiting van de activiteiten die hoofdzakelijk bestaan uit de verkoop of de aanbidding tot verkoop van materiële roerende goederen” in de Franse tekst beter worden weergegeven met de woorden “à l’exclusion des activités consistant essentiellement en la vente ou l’offre en vente de biens meubles corporels”; de woorden “à titre principal” in de Franse tekst moeten dan worden weggelaten.
- bevat de Franse tekst geen equivalent voor de woorden “met uitsluiting”, die op het einde van dat punt 1° voorkomen voor de woorden “van de activiteiten vermeld in andere afdelingen”; in die tekst moeten de woorden “à l’exclusion” worden toegevoegd tussen de woorden “et plus généralement” en de woorden “des activités visées par d’autres sections”.

2.6. In artikel 5, 4°:

- in de Nederlandse tekst moet het woord “die” worden toegevoegd voor de woorden “de vereiste opleiding heeft gevolgd”;
- in de Franse tekst moet telkens het woord “qui” worden toegevoegd voor de woorden “a suivi la formation exigée” en voor de woorden “est soumise à un organe disciplinaire”.

2.7. In artikel 6, 1°, verschillen de twee taalversies doordat de Nederlandse tekst het woord “verhuurder” gebruikt waar de Franse tekst het woord “locataire” bezigt. Dat gebrek aan overeenstemming moet worden verholpen.

2.8. De Franse tekst van artikel 6, 3°, zou beter als volgt worden geredigeerd: “Utilisateur de la salle: la personne physique ou morale à qui une salle polyvalente est louée ou

mise à disposition pour y organiser, de quelque manière que ce soit, gratuitement ou contre rémunération, une activité occasionnelle qui entre dans le champ d'application du présent arrêté”.

2.9. In artikel 7, 1°, *in fine*, is er een discrepantie tussen de woorden “de gebruikers” en de woorden “le ou les utilisateurs”. De twee taalversies moeten op dat punt op elkaar worden afgestemd.

2.10. In de Franse tekst van artikel 9, 5°, moet de uitdrukking “établissement d'éducation” worden vervangen door de uitdrukking “établissement d'enseignement”.

2.11. De Nederlandse tekst van artikel 9, 7°, derde lid, behoort gesteld te worden als volgt: “(...) radio-omroep, ongeacht of zij rechtstreeks door de radio-omroep dan wel onrechtstreeks door (voorts zoals in het ontwerp).”

2.12. De Nederlandse tekst van artikel 10, 2°, behoort gesteld te worden als volgt: “elke plaats die of elk lokaal dat voor het publiek toegankelijk is en hoofdzakelijk bestemd is voor de activiteit omschreven in punt 1°, ongeacht de eventuele voorwaarden die gelden voor de toegang tot die plaats of dat lokaal.

In de Franse tekst van diezelfde bepaling moeten de woorden “ci-dessus” vervallen.

Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor artikel 10, 4°, eerste lid.

2.13. In de eerste zin van artikel 13, 1°, bevat de Nederlandse tekst tweemaal het woord “gewoonlijk”, terwijl de Franse tekst slechts eenmaal “de manière habituelle” vermeldt. De twee taalversies moeten met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

2.14. Artikel 18, eerste lid, zou beter geredigeerd worden als volgt:

“Indien in de volgende afdelingen een oppervlakte moet worden aangegeven, is dit de netto-oppervlakte waarvoor op 1 januari van het kalenderjaar de billijke vergoeding verschuldigd is”.

2.15. In de tweede kolom van de Franse tekst van artikel 33, § 1, moet het opschrift “Bedrag van de vergoeding” worden vervangen door het Franse equivalent ervan.

2.16. In artikel 34, § 2, wordt het woord “begonnen” in de laatste rij van de tabel van de Nederlandse tekst niet weergegeven in de Franse tekst. Er moet voor overeenstemming tussen de twee taalversies worden gezorgd door in de Franse tekst “Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m²” te schrijven.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de tabellen in het vervolg van de tekst die eenzelfde rubriek bevatten. Er wordt verwezen naar de artikelen 35, § 1, 36, § 2, 37, § 3, 38, 50 en 52 van het ontwerp.

In de tabellen in de artikelen 54 en 58 tot 61 van het ontwerp komt het idee van een extra “begonnen” schijf voorts in geen enkele van beide taalversies voor. De steller van het ontwerp zou moeten nagaan of de formulering van die artikelen zijn bedoeling wel weergeeft.

2.17. In de twee taalversies van artikel 35, § 2, zijn respectievelijk de woorden “is er nader bepaald dat,” en de woorden “il est précisé qui” overbodig; ze moeten worden weggelaten en de redactie van de bepaling moet indien nodig worden aangepast.

In de Franse tekst van dezelfde paragraaf schrijve men “loue ou met à disposition” in plaats van “est susceptible de louer ou mettre à disposition”.

2.18. In de tabel in artikel 45 is het opschrift van kolom F alleen in het Frans gesteld. Er moet een Nederlands opschrift worden toegevoegd.

2.19. De woorden “sur les lieux de travail” in het Franse opschrift van afdeling 10 van hoofdstuk 4 worden niet weergegeven in het Nederlandse opschrift. Beide taalversies moeten op dat punt met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

2.20. In de Nederlandse versie van artikel 79, moeten de woorden “wetens en willens” vervangen worden door het woord “bewust”.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het ontwerp steunt op de machtigingen waarin voorzien is in artikel XI.213, tweede, derde en zesde lid, van het Wetboek van economisch recht; in het eerste lid dient dan ook meer bepaald naar die bepalingen verwezen te worden¹ en dient gepreciseerd te worden dat ze ingevoegd zijn bij de wet van 19 april 2014.

2. De besluiten die bij artikel 83 opgeheven worden, moeten vermeld worden in een nieuw tweede lid van de aanhef.²

DISPOSITIEF

Artikel 9

1. De definitie van het begrip “lokale radio-omroep” onder 4° moet herzien worden teneinde rekening te houden met het feit dat sommige lokale radio-omroepen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad erkend kunnen zijn door de federale overheid.

2. De steller van het ontwerp moet kunnen rechtvaardigen waarom de definitie van het begrip schoolradio in punt 5° beperkt wordt tot de radio's die uitgebaat worden door een

¹ *Beingselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27, punt b).

² *Ibid.*, aanbevelingen 29 en 30 en formule F 3-3.

“onderwijsinrichting, georganiseerd of gesubsidieerd door een van de gemeenschappen of die door deze gemeenschap erkend is”.

Artikelen 31 en 32

Uit de vergelijking van de artikelen 31 en 32 blijkt dat de eerste van deze bepalingen betrekking heeft op de tarieven die gelden voor de verkooppunten en handelsgalerijen en in de uitbatingspunten waar de openbare uitvoering van fonogrammen niet tijdelijk is.

Bijgevolg rijst de vraag of het nodig is dat hetzelfde artikel 31 erin voorziet dat die bepaling eveneens betrekking heeft op de “tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen van maximaal 24 uur per jaar”.

Dezelfde vraag rijst in verband met het voorbehoud dat in artikel 32 gemaakt wordt met betrekking tot de “tijdelijke openbare uitvoeringen die reeds overeenkomstig artikel 31 in het jaartarief begrepen zijn”.

De artikelen 31 en 32 moeten verduidelijkt worden evenals de onderlinge samenhang ervan.

Artikelen 34 en 35

De artikelen 34 en 35 moeten verduidelijkt worden met betrekking tot de vraag of de tarieven, in geval van activiteiten “met drank” of “met dans”, allebei van toepassing zijn of niet en welk tarief in dat laatste geval van toepassing is. Dat moet verduidelijkt worden met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, hetgeen zou kunnen impliceren dat slechts één van de twee tarieven van toepassing zal zijn.

Artikel 42

Aangezien “de CIM-studie” waarvan sprake is in het derde lid naar alle waarschijnlijkheid de studie is die in artikel 9, 8°, van het ontwerp bedoeld wordt, lijken het derde en het vierde lid elkaar te overlappen.

In dat geval moet het derde lid vervallen.

Artikel 45

Artikel 45 is niet duidelijk genoeg wat betreft het bepalen van het tarief dat in het beoogde geval van toepassing is, inzonderheid wat betreft de wijze waarop de prijs per uur muziek bepaald wordt. Daarbij wordt blijkbaar rekening gehouden met referentieprijzen en gewerkt met een deling waarvan de teller wel gepreciseerd wordt maar niet de noemer.

Artikel 64

Het eerste en het tweede lid van paragraaf 2 moeten op elkaar afgestemd worden.

Artikel 71

In het vierde lid dient de afrondingsregel aangevuld te worden, inzonderheid wat betreft de vraag of het om een afronding naar boven of naar beneden gaat en in welke gevallen respectievelijk naar boven of naar beneden afgerond wordt.

Artikel 83

In artikel 83 van het ontwerp moet van de op te heffen besluiten een opsomming gegeven worden waarbij de onderverdelingen “1°” tot “7°” gebruikt worden in plaats van die besluiten te laten voorafgaan door een streepje.³

SLOTOPMERKINGEN

1. Terwijl in het ontwerp voornamelijk de onderverdelingen 1°, 2°, 3°, enz. gebruikt worden, zijn een aantal artikelen onderverdeeld in 1., 2., 3., enz. Dat is het geval voor de artikelen 16, 20, 21 en 24 van het ontwerp. In het hele ontwerp dient gebruikgemaakt te worden van de onderverdelingen 1°, 2°, 3°, enz.

2.1. Hierna wordt, bij wijze van voorbeeld, gewezen op een aantal onjuistheden op taalkundig en wetgevingstechnisch vlak.

2.2. In de Franse tekst schrijve men in artikel 9, 4°, van het ontwerp telkens “radiodiffuseur local” en niet “radiodiffuseur locale” zoals bij de tweede vermelding van die uitdrukking.

2.3. In de Franse tekst van het ontwerp is hoofdstuk 3 verkeerdelijk als hoofdstuk 2 genummerd.

2.4. In artikel 22:

– moet de vermelding “§ 1.” vervallen, aangezien het artikel niet onderverdeeld is in paragrafen;

– moeten in de Franse tekst onder 2° de woorden “dans le cadre de des activités” vervangen worden door de woorden “dans le cadre des activités”.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 58 en 59.

2.5. In de Nederlandse tekst moeten de verwijzing naar voetnoot 1 aan het einde van artikel 41, 4°, en de voetnoot zelf vervallen.

2.6. In het Franse opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk 4 schrijve men “non-locaux” in plaats van “non-locals”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 43.

2.7. In de Franse tekst moeten in artikel 73, tweede lid, de woorden “perceva de auprès de l’exploitant” vervangen worden door de woorden “perceva auprès de l’exploitant”.

2.8. Het ontwerp dient zorgvuldig nagezien te worden om te zorgen voor een taalkundig en wetgevingstechnisch correcte tekst.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT